

COMMUNE D'OLLIOULES - DEPARTEMENT DU VAR
DELIBERATION DE LA COMMUNE D'OLLIOULES

N° 24/12/4.8

SEANCE DU 16 DECEMBRE 2024
L'AN DEUX MILLE VINGT QUATRE ET LE 16 DECEMBRE à 18 HEURES

NOMBRE DE CONSEILLERS			
EN EXERCICE	PRESENTS	REPRESENTE(S)	ABSENT(S)
33	28	5	0

Le Conseil Municipal de la Commune d'OLLIOULES s'est réuni en session ordinaire, au lieu habituel de ses séances, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Robert BENEVENTI, Maire.

PRESENTS :

Robert BENEVENTI, Christine DEL NERO, Michel THUILIER, Dominique RIGHI, Laetitia QUILICI, Michel OLLAGNIER, Delphine GROSSO, Guy PHILIPPEAUX, Brigitte CREVET, Jean-Louis PIERACCINI, Robert ARPINO, Florence GARRONE, Antoine VACCARO, Patrick APARICIO, Thierry AKSOUL, Nathalie PESCHARD-LAUZIERE, Philippe CASTILLO, Valérie MASSENET, Katell LE BLEIZ, Hélène CAREN, Patrick JOLI, Julien ROCCHIA, Ombeline LOMPRES, Benoît ADET, Anaïs HATRET, Christian BERCOVICI, Claudie CARTEREAU-ZUNINO, Catherine MAGADDINO.

REPRESENTEES :

Nicole BERNARDINI représentée par Christine DEL NERO
Carine GINZAC représentée par Michel THUILIER
Didier MARTINA-FIESCHI représenté par Dominique RIGHI
Nadine ALESSI représentée par Laetitia QUILICI
Stanislas ROQUEBERT représenté par Michel OLLAGNIER

Secrétaire de séance : Benoît ADET

<u>VOTE :</u>		
<u>UNANIMITE :</u> OUI	<u>POUR :</u>	<u>CONTRE(S) :</u>
<u>ABSTENTION(S) :</u>		<u>BLANC(S) et NUL(S) :</u>

OBJET : Personnel communal : création d'emplois non permanents pour un accroissement temporaire d'activités

Madame Laetitia QUILICI, adjointe au Maire informe l'assemblée qu'il convient de procéder pour l'exercice 2025 à la création d'emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activités.

Aux termes de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale modifiée et notamment ses articles 34 et 97, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité. Ainsi, il appartient à l'assemblée délibérante de déterminer l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaire au fonctionnement des services. Il est précisé que ces agents contractuels de droit public seront recrutés pour satisfaire des accroissements temporaires d'activités.

Madame QUILICI propose donc à l'assemblée le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activités, dans les conditions fixées à l'article 3 I 1° de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Les emplois seront classés dans la catégorie hiérarchique C comme suit :

- 1 emploi à temps complet sur le grade d'adjoint territorial du Patrimoine
- 1 emploi à temps non complet 22.75h sur le grade d'auxiliaire de puériculture
- 1 emploi à temps non complet 21h sur le grade d'adjoint administratif territorial
- 5 emplois à temps non complet 32h sur le grade d'adjoint technique
- 1 emploi à temps non complet 28h sur le grade d'adjoint technique
- 1 emploi à temps non complet 20h sur le grade d'adjoint technique
- 1 emploi à temps non complet 24h sur le grade d'adjoint technique
- 1 emploi à temps non complet 27h sur le grade d'adjoint technique
- 1 emploi à temps non complet 17h50 sur le grade d'adjoint technique
- 1 emploi à temps non complet 17h50 sur le grade d'adjoint administratif
- 12 emplois à temps complet 35h sur le grade d'adjoint technique
- 4 emplois à temps complet sur le grade d'adjoint administratif territorial.

Il est précisé que la rémunération sera déterminée selon un indice de rémunération correspondant au 1^{er} échelon du grade.

L'ASSEMBLEE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3 I 1°), 3 I 2°),

Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération relative au régime indemnitaire n° 20/09/4.10 adoptée le 21/09/2020,

Considérant la nécessité de créer ces emplois non permanents compte tenu d'un accroissement temporaire d'activité pour l'année 2025 au sein des services de la ville,

OUI L'EXPOSE DE SON RAPPORTEUR,
APRES DELIBERE,

1. APPROUVE la création de 30 emplois non permanents pour accroissement temporaire d'activités pour l'exercice 2025.
2. DIT que les crédits seront inscrits au BP 2025, chapitre 012.

LE MAIRE
Robert BENEVENTI



**Le ou la secrétaire
de séance**